

# Initiative d'Adaptation pour l'Afrique

## Améliorer les mesures sur l'adaptation en Afrique



### MESSAGES CLÉS

Document de discussion

Rapport sur l'état d'adaptation en Afrique (SoAR)

### L'Afrique progresse, mais sa croissance économique est menacée par le changement du système climatique

Les économies africaines ont augmenté à un taux supérieur à la moyenne mondiale au cours des 10 dernières années, enregistrant une croissance moyenne de 4,7 pour cent en Afrique subsaharienne. Une croissance économique à la hausse est essentielle au développement socioéconomique du continent et à sa contribution à la prospérité mondiale. **Les impacts du changement climatique menacent cette trajectoire de développement avec des objectifs de développement durable, principalement à cause de la structure économique basée sur les ressources de nombreuses économies africaines.** Il est probable que les pertes économiques pour certaines régions africaines atteignent 2,3 pour cent du PIB, même l'augmentation de la température du climat actuel ne survient pas. La situation s'avérera encore plus désastreuse dans le cas d'un monde de 4°C, avec des pertes du PIB allant de 4,9 pour cent à 26,6 pour cent dans différentes parties de l'Afrique d'ici la fin du siècle.

### Les températures moyennes mondiales augmentent également, entraînant des changements importants dans le système climatique

Selon les évaluations de 2015, la science du climat confirme que depuis l'ère préindustrielle les températures moyennes mondiales de surface ont augmenté d'environ 0,61°C. **Avec l'énorme masse continentale, les températures moyennes devraient augmenter rapidement pour atteindre 1,5 à 2 fois le taux global d'augmentation de température en Afrique. On peut donc s'attendre à ce que les impacts du changement climatique soient drastiques.** On peut donc s'attendre à ce que les impacts du changement climatique soient drastiques en Afrique au XXIe siècle dans le cadre d'un scénario prévoyant une atténuation faible. Les gouvernements africains ont pris la décision de prioriser l'adaptation. Cette décision a été bien considérée, et est cruciale pour la prospérité et la stabilité mondiale.

### L'Afrique est menacée par les inondations, les sécheresses, les maladies et les catastrophes liées aux phénomènes météorologiques extrêmes

Les problèmes liés aux ressources en eau causés par les sécheresses dans un environnement qui connaît une augmentation des besoins en eau.

La production alimentaire et la sécurité alimentaire secouées par les conditions climatiques défavorables, les maladies, les parasites et les impacts des inondations. Toutefois, le potentiel de réduction des risques à court terme (2030-2040) est beaucoup plus intéressant, car ces possibilités seront limitées à long terme. Il est donc impératif d'agir en faveur de l'Afrique maintenant. Pour que le continent atténue ces risques, il est important que les actions d'adaptation et les investissements soient accélérés, tout en restant fondé sur une planification et une prise de décision éclairées par une science rigoureuse.

### De meilleurs services d'information sur le climat sont nécessaires pour prendre des meilleures décisions afin de répondre aux menaces liées au climat

Pour que l'Afrique atteigne des services climatologiques plus fiables permettant d'informer les décisions prises, il faudrait un renforcement des initiatives de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) sur le continent permettant le développement de l'infrastructure d'observation et l'élaboration des cadres nationaux alignés au Cadre Mondial pour les Services Climatologiques (CMSC) pour une prestation de services d'information sur le climat. Il faudrait aussi une consolidation de données solides et un renforcement des compétences en intelligence artificielle pour l'avenir de l'économie du continent. **L'infrastructure d'observation existe déjà, cependant les appareils sont rudimentaires et leur distribution est limitée dans les régions telles que l'Afrique méditerranéenne, le Sahel, la corne de l'Afrique, le golfe de Guinée et le Nord de l'Afrique Australe.**

## D'avantage d'investissements sont nécessaires pour les Systèmes de Gouvernance Climatique Africains à travers le continent et dans différents pays

Un investissement dans l'infrastructure informatique est nécessaire dans au moins cinq régions du continent pour renforcer les capacités humaines et de technologies de l'information par la diffusion efficace de l'information sur les services climatiques. Cependant, les investissements dans le déploiement de l'infrastructure d'observation et de l'informatique ne peuvent pas seulement être mesurés à travers les rendements financiers, comme la plupart des instruments financiers le sont, mais à travers leur contribution à la transformation sociale et économique.

Le financement conventionnel n'est pas suffisant, il est donc important que les Systèmes de Gouvernance Climatique Africains, étant avant tout un bien social, explorent des possibilités novatrices de financement accru pour la compréhension des risques causés par le système climatique. En outre, en raison de l'étendue du problème climatique, la nécessité des possibilités permettant d'amplifier les avantages dans la région et dans les différents pays en construisant un large éventail de capacités (infrastructure, services d'information et capacité humaine) ne peut être sous-estimée.

## L'Afrique doit accélérer ses efforts de renforcement de capacité de planification à long terme devant le défi et la variabilité accrue du système climatique

Il faut noter qu'il est remarquable que les pays africains continuent à faire des progrès dans leur interprétation de l'information sur les sciences climatiques et leur mise en application sous forme d'actions, malgré leur capacité d'infrastructure limitée. Le continent est en retard dans le cadre du régime de planification global qui couvre la planification économique, sous-nationale et sectorielle. Par conséquent, il est important d'accélérer la planification et l'intégration de l'adaptation climatique dans la planification du développement.

Avec les obligations émergentes telles que la communication des contribution déterminée au niveau national mise en avant par l'Accord de Paris, le soutien proposé par l'intermédiaire du programme de "readiness" du GCF entre autres, cet état général pourrait rapidement s'améliorer. Le Système de Gouvernance Climatique Africain a pour rôle de veiller à ce que le continent fasse le meilleur usage de ces possibilités à travers un soutien fondé sur le savoir, et la coordination entre les différents acteurs dans le cadre de la planification de l'adaptation.

L'écart majeur en termes d'action d'adaptation est que la plupart des projets mis en œuvre en Afrique à ce jour se rapportent à l'assistance technique, l'élaboration des politiques et la défense des intérêts, plutôt qu'à la mise en œuvre d'actions sur le terrain, en particulier au niveau sous-régional et régional. Bien que ces domaines demeurent importants, ils ne sont certes pas les priorités primordiales pour ce qui concerne les impacts du climat. Il y a également un chevauchement entre les différentes initiatives, de sorte que les partenariats stratégiques sont prometteurs. Ils peuvent accroître l'efficacité des investissements dans les programmes et le renforcement des capacités à tous les niveaux dans plusieurs pays.

## Les gouvernements africains investissent déjà dans le domaine de l'adaptation à un taux environ 10 fois plus fort que celui de l'Aide Publique au Développement (APD)

Les gouvernements africains dépensent près de 2 pour cent du PIB sur les projets et les activités d'adaptation. Quant à l'APD bilatérale, elle n'est pas nécessairement incluse dans le cadre des changements climatiques additionnels et elle représentait 7,2 milliards de dollars en 2016. La part des dépenses publiques en matière d'adaptation est cependant environ 10 fois plus importante que l'APD.

Il a également été démontré que les dépenses publiques sont plus efficaces que l'APD dans la prestation d'avantages de l'adaptation; cela pourrait être attribuable au fait de tirer parti des arrangements institutionnels existants pour les systèmes de protection sociale. Cela suggère la pertinence d'une modalité d'appui budgétaire pour le financement de l'adaptation, par rapport au soutien axé sur les projets qui s'est avéré efficace dans le cas de l'atténuation, y compris par le biais d'instruments tels que le mécanisme de développement propre.

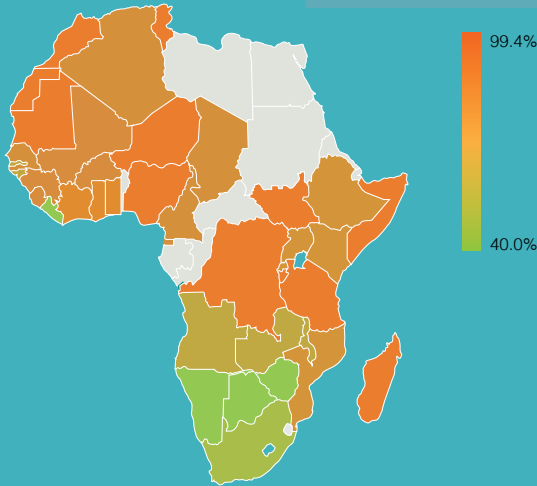
Les orientations politiques et normatives pour le financement de l'adaptation par les banques multilatérales de développement, les organismes donateurs et le mécanisme de financement de la CCNUCC doivent répondre à la compréhension émergente des instruments d'adaptation efficaces et à l'intégration d'une réflexion sur l'adaptation au climat dans la planification du développement. En tant que tels, les critères de financement de ces institutions doivent reconnaître l'importance de l'«intégration» par rapport à «l'additionnalité» dans les projets d'adaptation.

Malgré les progrès réalisés, l'écart de financement reste toutefois élevé, dans une fourchette comprise entre 40 pour cent et 90 pour cent. Il est donc impératif d'augmenter maintenant les investissements dans le secteur de l'adaptation en Afrique.



**7 des 10** pays considérés comme les plus menacés par le changement climatique au niveau mondial se situent en **Afrique**. La Sierra Leone, le Soudan du Sud, le Nigéria, le Tchad, l'Éthiopie, la République centrafricaine et l'Érythrée.

### Déficit de Financement d'Adaptation



Le **déficit d'adaptation** peut être défini comme étant la différence entre le niveau d'adaptation actuellement mené et les besoins prévus pour éviter les impacts des changements climatiques tout en prenant en compte les exigences concurrentes et les limitations de ressources.

Le déficit de financement d'adaptation fait spécifiquement référence à la différence entre les coûts et les finances requises pour atteindre une certaine cible d'adaptation.

## 1 Réponse à l'adaptation: Services d'Informations Climatologiques (CIS) en Afrique

L'Afrique est prête à augmenter les investissements dans les infrastructures climatiques et les services d'informations climatologiques.

## 2 Réponse à l'adaptation: Renforcement des Capacités Institutionnelles en Afrique

Plusieurs pays africains relèvent progressivement le défi du développement des plans d'adaptation intégrés et alignés à leurs visions et objectifs nationaux à long terme, ce qui nécessite plus de support.

## 3 Réponse à l'adaptation: Mise en oeuvre en Afrique

Le continent a investi sur les mesures d'adaptation prioritaires, il faut plus d'investissement pour faire face au défidans son ensemble.

## 4 Réponse à l'adaptation: Investissements d'Adaptation en Afrique

L'Afrique investit ses propres ressources dans l'adaptation au changement climatique, et la dépense publique est efficace dans la fourniture d'avantages en matière d'adaptation.



Les partenariats stratégiques sont fortement recommandés comme étant la voie pour l'amélioration de mesures d'adaptation sur le terrain.

l'amélioration de mesures d'adaptation sur le terrain.

Ceci optimise les investissements et élargit la portée des programmes de renforcement de capacités à tous les niveaux à travers au moins vingt pays africains.



**1** Programme africain sur les services climatologiques pour l'adaptation et la résilience  
Principale organisation: Groupe de la Banque Africaine de Développement



**2** Système d'alerte anticipé du Bassin du Lac Tchad  
Principale organisation: Commission du Bassin du Lac Tchad



**3** Améliorer le transfert de risque en Afrique  
Principale organisation: African Risk Capacity



**4** Programme de gestion des savoirs pour la planification de l'adaptation en Afrique  
Principales organisations: Programme des Nations Unies pour le Développement and Stockholm Environment Institute (SEI)

# IAA programmes phares

## CONTEXTE:

L'**Initiative d'Adaptation pour l'Afrique (IAA)** a été officiellement lancée à Paris lors de la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP21) en décembre 2015, par le Président de la République d'Égypte, **S.E. Abdel Fattah El-Sisi**. L'IAA s'appuie sur le soutien et l'expertise pour intensifier considérablement l'adaptation climatique sur le continent africain. Les quatre piliers de l'IAA sont: l'amélioration des services d'information sur le climat, le renforcement des politiques et des institutions, l'amélioration de l'action sur le terrain, et la facilitation d'accès au financement et aux investissements.

Cette note d'orientation a été préparée afin d'informer les participants à la Table Ronde de l'Initiative d'Adaptation pour l'Afrique (IAA), un événement organisé en marge de la 73<sup>ème</sup> Assemblée Générale des Nations Unies, le 24 septembre 2018 à New York aux États-Unis. Elle contient les conclusions pré-liminaires ainsi que les idées des auteurs pour le prochain Rapport sur l'État de l'Adaptation en Afrique (SoAR), qui sera publié en décembre 2018. La présente note d'orientation vise spécifiquement à fournir aux participants une base de données robuste qui cadre avec la Proposition de la valeur ajoutée de l'IAA et les programmes phares proposés..



Union Africaine

IAA Améliorer les mesures sur l'adaptation en Afrique



Pour plus d'informations contactez:

Le Groupe d'Appui Technique de l'IAA  
twitter.com/AfricaAAI — @africaAAI  
info@africaadaptationinitiative.org  
[www.africaadaptationinitiative.org/fr](http://www.africaadaptationinitiative.org/fr)



The African Group of Negotiators (AGN)  
Under the United Nations Framework Convention on Climate Change

